

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITE**

SEANCE DU 12 AVRIL 2022

Le 12 avril 2022 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Directrice adjointe de la Direction régionale académique de l'enseignement supérieur (DRAES), représentant le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur

Collège A

M^{me} et MM. CASTELNUOVO, MACE-BARBIER, LEFEVRE

Collège B

M^{me} et M. PRISO-ESSAWE, RAULT

Collège BIATSS

M^{me} et M. BERNARD (procuration à M^{me} ANDRE à compter de 15h25), ANDRE

Collège ÉTUDIANT

M. SEMCHAOUI

Collège Personnalités Extérieures

M^{me} GAGNIARD (Ville d'Avignon)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{mes} et MM. LAURANT (procuration à M. CASTELNUOVO), BLANKE (procuration à M^{me} RAULT), DURAND (procuration à M^{me} RAULT), SANTONI (procuration à M. PRISO-ESSAWE), NABOT (procuration à M. ELLERKAMP), CAILLE (procuration à M. ELLERKAMP), REBMEISTER (procuration à M. PRISO-ESSAWE)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M^{mes} et MM. GIMELLO-MESPLOMB, COSTA, LUNARDELLI, WENZEL, GOMES, BERRAG, MANDON, LOPEZ, OUAMOUNO, BISSIERE, FAURE, GONTARD

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, présent

M. BOURDAGEAU, Directeur général des services (DGS), présent

M. GUINTOLI, Agent comptable, présent

M. GUIN, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M. BOUSSAT, Directeur des ressources humaines (DRH), Directeur général adjoint (DGA)

M^{me} DRANSART, Directrice de l'Institut universitaire de technologie (IUT)

M^{me} GALNON, Directrice de la communication

M. MARNEFFE, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), Directeur général adjoint (DGA)

M. MAILLIET, Responsable administratif du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV)

M^{me} PORTAL, Chargée d'affaires administratives et institutionnelles

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 12 avril 2022**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration :
 - 2.1 Réunion du 8 février 2022
 - 2.2 Réunion du 15 mars 2022
3. Affaires financières :
 - 3.1 Création d'un fonds d'aide d'urgence aux étudiants
 - Modification de la répartition du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE)
 - Additif à la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président
 - 3.2 Modification de la procédure interne d'élaboration du budget
 - 3.3 Tarifs des formations du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) au titre de l'année universitaire 2022-2023
 - Tarifs inférieurs à 3 000 euros : pour information
 - Tarifs supérieurs à 3 000 euros : pour approbation
4. Ressources humaines :
 - 4.1 Création du Comité social d'administration d'Avignon Université et fixation des parts respectives de femmes et d'hommes au sein de ce comité
 - 4.2 Actualisation de la charte du formateur interne
 - 4.3 Approbation de l'avenant n°1 portant reconduction de la convention PETREL pour la gestion mutualisée des dossiers retraite des fonctionnaires (2022-2026)
 - 4.4 Répartition des primes de responsabilités pédagogiques (PRP) des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2021-2022
5. EUR Implants : création d'un label de thèse et d'un prix de thèse
6. Affaires institutionnelles :
 - 6.1 Commission des marchés et des achats : rectification de la délibération n°CA-2022-009 du 8 février 2022
 - 6.2 Approbation du calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2022-2023
 - 6.3 Approbation du calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2022-2023
 - 6.4 Actualisation du calendrier des séances du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2021-2022
7. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 29

Membres présents : 10

Membres suppléés : 7

Membres absents et non suppléés : 12

1. Informations générales communiquées par le Président

2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration :

2.1 Réunion du 8 février 2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

2.2 Réunion du 15 mars 2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une voix contre, une abstention)

3. Affaires financières :

3.1 Création d'un fonds d'aide d'urgence aux étudiants

- **Modification de la répartition du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE)**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

- **Additif à la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

3.2 Modification de la procédure interne d'élaboration du budget

⇒ Report à la séance du Conseil d'administration du 17 mai 2022

3.3 Tarifs des formations du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) au titre de l'année universitaire 2022-2023

- **Tarifs inférieurs à 3 000 euros : pour information**

⇒ Pour information du Conseil d'administration

- **Tarifs supérieurs à 3 000 euros : pour approbation**

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4. Ressources humaines :

4.1 Création du Comité social d'administration d'Avignon Université et fixation des parts respectives de femmes et d'hommes au sein de ce comité

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.2 Actualisation de la charte du formateur interne

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.3 Approbation de l'avenant n°1 portant reconduction de la convention PETREL pour la gestion mutualisée des dossiers retraite des fonctionnaires (2022-2026)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4.4 Répartition des primes de responsabilités pédagogiques (PRP) des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. EUR Implants : création d'un label de thèse et d'un prix de thèse

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)

6. Affaires institutionnelles :

6.1 Commission des marchés et des achats : rectification de la délibération n°CA-2022-009 du 8 février 2022

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.2 Approbation du calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2022-2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.3 Approbation du calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2022-2023

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.4 Actualisation du calendrier des séances du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2021-2022

⇒ Pour information du Conseil d'administration

7. Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales communiquées par le Président

Point de situation Covid-19 : la cellule de gestion de crise recense sur les 7 derniers jours 43 cas positifs au sein de l'établissement dont un tiers chez les personnels. Ces chiffres sont probablement inférieurs au nombre de cas réels, les étudiants ne se déclarant presque exclusivement que lorsqu'ils doivent passer un examen.

Néanmoins, le fonctionnement de l'établissement a repris son cours normal, l'université accueille de nouveau des événements sans contrôle du pass vaccinal.

Accompagnement des étudiants en mobilité impactés par le conflit Russie/Ukraine : tous les étudiants ukrainiens en mobilité au sein de l'établissement sont suivis et accompagnés dans la poursuite de leur parcours de formation. Certains d'entre eux réalisent des vacances étudiantes à l'université. La Maison de la culture et de la vie de campus (MCVC) prépare le suivi de ces étudiants pendant la période de fermeture estivale de l'établissement.

A la demande de la Préfecture de Vaucluse, l'université s'est proposée d'accueillir une vingtaine d'étudiants inscrits dans des universités ukrainiennes afin qu'ils puissent poursuivre leur parcours de formation en distanciel.

Le Président en appelle à nouveau à la mobilisation de tous les services et composantes de l'établissement pour accompagner au plus près les étudiants en mobilité impactés par ce conflit.

2. Approbation des procès-verbaux de séance du Conseil d'administration :

2.1 Réunion du 8 février 2022

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance du 8 février 2022 (cf. annexe point 2.1).

A défaut d'observation, il soumet ce procès-verbal au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.2 Réunion du 15 mars 2022

Le Président invite les membres du Conseil à faire part de remarques éventuelles sur le projet de procès-verbal de la séance du 15 mars 2022 (cf. annexe point 2.2).

Prenant la parole, Monsieur Semchaoui note que les échanges relatifs à la question diverse portant sur une « charte de la protection de la langue française, établie par certains étudiants » se sont concentrés sur l'usage de l'écriture inclusive. Or, cette charte fait également référence à l'usage des anglicismes.

Par ailleurs, le procès-verbal indique que l'écriture inclusive « *n'est pas prévue par la réglementation et n'a pas à avoir cours dans la rédaction des actes administratifs* ». Monsieur Semchaoui observe toutefois que le règlement intérieur du Conseil d'administration (CA) approuvé le 27 juin 2017 comporte à de multiples reprises l'usage de l'écriture inclusive.

Enfin, s'il a été rappelé que la circulaire du Premier Ministre du 21 novembre 2017 prévoit les règles de féminisation et de rédaction des actes administratifs, Monsieur Semchaoui estime d'une part que les circulaires n'ont pas de valeur juridique et souligne d'autre part que l'usage de l'écriture inclusive a cours au sein de l'université via notamment des communications officielles émanant des personnels de l'établissement ou encore dans certains sujets d'exams.

Pour conclure, Monsieur Semchaoui demande si le règlement intérieur du Conseil fera prochainement l'objet d'une modification afin de supprimer tout usage de l'écriture inclusive.

Prenant la parole, le Président précise en préambule que la question de l'usage de l'écriture inclusive relève de la réglementation nationale. D'un point de vue strictement formel, l'écriture inclusive n'a en effet pas à être pratiquée. Néanmoins, si cette pratique s'est autant diffusée, notamment dans les milieux universitaires, cela traduit le fait que les communautés universitaires sont attentives aux questions d'égalité de genre. Il ne s'agit pas d'incriminer les personnels qui, avec beaucoup de bienveillance, ont voulu accorder un peu plus d'attention à l'égalité entre femmes et hommes en recourant à cette pratique. Celle-ci a vocation à s'autoréguler. Les actes administratifs seront mis en conformité au cours d'actualisation à venir.

Le Président invite Monsieur Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA), à apporter toutes précisions.

Celui-ci indique tout d'abord que les circulaires ne sont pas sans valeur juridique. Sur la référence au règlement intérieur du Conseil, il note que la circulaire du Premier Ministre est postérieure à l'approbation de ce règlement. Enfin et surtout, il est question ici de présenter au vote des administrateurs le procès-verbal de séance du 15 mars dernier et non de soumettre à nouveau à la discussion du Conseil une question diverse déjà portée à l'ordre du jour d'une séance précédente. L'approbation d'un procès-verbal n'a pas vocation à soulever des débats sur le fond mais sur la formalisation des échanges qui se sont tenus au cours d'une séance.

Monsieur Semchaoui indique avoir à nouveau sollicité l'inscription de cette question diverse au cours de la présente séance, faute d'avoir pu participer à la séance précédente.

Le Président rappelle que les étudiants ont de multiples interlocuteurs auprès de la gouvernance, des composantes et des services de l'établissement dans le domaine de la vie étudiante. Le CA doit rester une instance régulatrice, sur les enjeux strictement institutionnels, réglementaires et financiers.

A l'issue des échanges, le Président soumet le procès-verbal du 15 mars 2022 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une voix contre, une abstention)**

3. Affaires financières :

3.1 Création d'un fonds d'aide d'urgence aux étudiants

Dans le cadre de la crise sanitaire et de la situation ukrainienne, l'établissement a été confronté à des situations de détresse étudiante. Si une réglementation spécifique liée à la crise covid-19 a permis à l'établissement d'être réactif pour apporter des aides d'urgence aux étudiants impactés, dans le cas de la crise ukrainienne, les dispositifs d'aides habituels posent des contraintes de délais qui ne permettent pas la réactivité nécessaire pour répondre à l'urgence de certaines situations. Aussi, Avignon Université souhaite mettre en place un fonds d'aide d'urgence pour apporter une aide financière rapide et exceptionnelle à des étudiants faisant face à une situation nouvelle, imprévisible, urgente et/ou vitale.

Pour ce faire, il est proposé d'alimenter ce fonds par une partie des crédits du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE).

La réglementation actuelle prévoit que le CA détermine, après avis de la Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU), les pourcentages de crédits du FSDIE alloués à l'aide aux projets et à l'aide sociale, dans la limite de 30 % pour cette dernière.

En janvier 2009, le CA de l'établissement a adopté la répartition suivante : 75 % dédiés à l'aide aux associations, 25 % dédiés aux aides individuelles.

Il est proposé de modifier cette répartition comme suit :

- Part des aides aux associations : 70 %
- Part de l'aide sociale : 30 %, dont 5 % ont vocation à alimenter le fonds d'aide d'urgence aux étudiants.

Cette nouvelle répartition a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU en sa séance du 24 mars 2022.

Dans un second temps, il est proposé au Conseil de donner délégation au Président de l'université pour accorder des aides aux étudiants dans le cadre de ce fonds d'urgence ; celui-ci rendra compte au CA des décisions prises en vertu de cette délégation.

(cf. annexes point 3.1).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Ce point ne soulève aucune observation.

- **Modification de la répartition du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE)**

Le VP CA soumet cette nouvelle répartition des crédits du FSDIE au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

– **Additif à la délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Président**

Il soumet ensuite l'additif à la délégation de pouvoir du CA au Président au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

3.2 Modification de la procédure interne d'élaboration du budget

La modification de la procédure interne d'élaboration du budget a été présentée à la Commission des finances le 11 avril dernier (*cf. annexe point 3.2*). Celle-ci a émis un avis favorable à l'unanimité.

A défaut de quorum physique requis en matière budgétaire par l'article R. 719-68 du code de l'éducation, ce point ne peut être soumis à l'examen du Conseil. Il est reporté à la séance du 17 mai prochain.

⇒ **Report à la séance du Conseil d'administration du 17 mai 2022**

3.3 Tarifs des formations du Service de la formation tout au long de la vie (SFTLV) au titre de l'année universitaire 2022-2023

– **Tarifs inférieurs à 3 000 euros : pour information**

Le VP CA rappelle que le Président de l'université dispose d'une délégation de pouvoir pour la fixation des tarifs d'un montant inférieur à 3 000 €.

Il présente les ajustements qui sont opérés au titre de l'année universitaire 2022-2023 :

- création du diplôme d'université « Créateur d'entreprise » avec un tarif unique applicable de 950 € ;
- alignement des tarifs applicables aux publics en reprise d'études sur les droits d'inscription nationaux en cas de poursuite dans le parcours de formation à l'issue de la première année.

(*cf. annexe point 3.3*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Bernard demande des précisions sur le tarif unique du diplôme d'université « Créateur d'entreprise ». Il indique qu'il avait été évoqué des tarifs spécifiques pour les étudiants de l'établissement.

Monsieur Jean-Michel Mailliet, Responsable administratif du SFTLV, précise que ce tarif concerne uniquement les publics relevant de la formation continue. Les tarifs applicables aux étudiants de formation initiale sont proposés par la composante de rattachement.

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

– **Tarifs supérieurs à 3 000 euros : pour approbation**

Le VP CA présente les modifications de tarifs soumises au vote du Conseil. Il indique que ces ajustements ont vocation à permettre un alignement sur les prix du marché.

Comme précédemment, il est proposé d'appliquer les droits d'inscription nationaux aux publics en reprise d'études qui poursuivent leur parcours de formation à l'issue de la première année.

(*cf. annexe point 3.3*).

La parole est donnée aux membres du CA. Ce point ne soulève aucune observation.

Le VP CA soumet ces tarifs au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Ressources humaines :

Le VP CA invite Monsieur Mathieu Boussat, Directeur des ressources humaines (DRH), à présenter ces points.

4.1 Création du Comité social d'administration d'Avignon Université et fixation des parts respectives de femmes et d'hommes au sein de ce comité

Le Comité social d'administration (CSA) est issu de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 qui modifie en profondeur la nature et la compétence des instances. Il est régi par le décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020.

Au niveau de l'établissement, le Comité technique (CT) et le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) sont remplacés respectivement par le CSA et une formation spécialisée en matière de santé et sécurité au travail et de conditions de travail (FS) eu égard à la taille de l'établissement.

Le DRH présente les domaines de compétence du CSA et de la FS, leur composition, l'articulation entre les deux instances et leur fonctionnement. Il présente ensuite les modalités d'élection des représentants du personnel au sein du CSA (*cf. annexe point 4.1 – diaporama de présentation*).

La création du CSA a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du CT en sa séance du 7 avril 2022.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la création du CSA et la fixation des parts respectives de femmes et d'hommes au sein de ce Comité au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.2 Actualisation de la charte du formateur interne

La charte du formateur interne a été mise à jour suite à l'adoption par le CA en février dernier du plan universitaire de formation (PUF) 2022.

L'objectif de cette actualisation est de réaffirmer l'importance d'avoir des formateurs internes au sein de l'établissement. Cela permet de valoriser les compétences des personnels, de pouvoir proposer des actions de formation en adéquation avec les besoins et les spécificités des métiers et des outils, et de déployer une offre de formation à moindre coût afin d'augmenter l'exhaustivité et le périmètre des actions de formation. Le DRH rappelle que l'établissement s'est engagé dans la valorisation de ces actions de formation par le biais notamment d'une prise en compte dans le cadre des campagnes de promotion.

Dans le cadre du PUF 2022, de nouvelles actions vont être déployées. Un appel à candidatures a été lancé en interne pour susciter des intérêts et des envies afin de venir épauler le déploiement du PUF.

Pour valoriser cette démarche, la charte du formateur interne prévoit la prise en charge par l'établissement des quatre premiers jours de formation. Les formateurs internes bénéficieront d'une autorisation spéciale d'absence, en-sus de leur rémunération au titre de la formation dispensée. Au-delà de quatre jours, ils devront poser des jours de congés.

L'objectif est d'atteindre une vingtaine de formateurs internes sur l'année 2022 sur des formations nouvelles de mise en application des compétences sur les postes de travail.

(*cf. annexes point 4.2*).

La charte du formateur interne telle que mise à jour a recueilli l'avis favorable du CT en sa séance du 7 avril 2022.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la charte révisée au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.3 Approbation de l'avenant n°1 portant reconduction de la convention PETREL pour la gestion mutualisée des dossiers retraite des fonctionnaires (2022-2026)

Le DRH rappelle que le Pôle PETREL s'inscrit dans un processus de mutualisation de la fonction retraite avec une restructuration au niveau national du service des retraites de l'Etat et une mutualisation de la gestion au niveau des territoires.

Avignon Université relève du Pôle PETREL porté par Aix-Marseille Université (AMU) qui induit un fonctionnement à la fois globalisé et mutualisé. Le Pôle PETREL délivre plusieurs actions telles que l'information aux agents, le conseil auprès de l'établissement et des usagers, le traitement de l'estimation indicative globale (EIG).

Ces prestations font l'objet d'une facturation annuelle sur la base des effectifs des titulaires de l'établissement.

Cet avenant n°1 a vocation à reconduire jusqu'en 2026 la convention initiale adoptée par le Conseil le 26 juin 2018. Les conditions prévues par la convention de 2018 restent inchangées (cf. *annexes point 4.3*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet cet avenant au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.4 Répartition des primes de responsabilités pédagogiques (PRP) des UFR, de l'IUT et du SFTLV au titre de l'année universitaire 2021-2022

Le VP CA rappelle que le référentiel des PRP a été adopté par le Conseil en ses séances de juin et novembre 2021. Il est désormais demandé au CA de se prononcer sur la répartition du volume horaire eTD de ces primes pour l'année en cours (cf. *annexes point 4.4*).

La répartition des PRP 2021-2022 a recueilli l'avis favorable du CT et de la CFVU respectivement les 1^{er} février et 24 mars 2022.

Le VP CA indique qu'avec la mise en place du nouveau régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC), ces PRP vont être substantiellement modifiées, quantitativement et qualitativement. Un travail va être prochainement conduit avec les composantes pour engager cette réforme indemnitaire.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la répartition de ces primes au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. EUR Implants : création d'un label de thèse et d'un prix de thèse

L'Ecole universitaire de recherche IMPLANTEUS souhaite créer un label de thèse et un prix de thèse.

Le label vise à allouer aux doctorants lauréats un financement à hauteur de 1 000 € par thèse pour participer à des conférences internationales. L'obtention de ce label permet de concourir au prix de thèse de l'EUR.

Ce prix de thèse est quant à lui destiné à récompenser des recherches doctorales de très grande qualité dans le cadre du programme pluridisciplinaire de l'EUR. Il se porte à 1 500 €.

Sur la base de son budget annuel, l'EUR IMPLANTEUS prévoit de financer un prix de thèse et une douzaine de labels de thèse par an.

(cf. *annexe point 5*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Si la pratique des prix de thèse est largement répandue, Monsieur Lefevre indique ne pas y être favorable malgré les actions d'accompagnement en faveur des doctorants qui les sous-tendent. Il estime que d'autres moyens sont préférables pour valoriser les travaux de recherche de ces étudiants.

Prenant la parole, le Président indique que de telles pratiques peuvent s'apparenter à un effet de mode. Mais, en l'espèce, l'action de l'EUR a vocation à renforcer la dynamique de groupe dans l'EUR.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet la création de ce label et de ce prix au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

6. Affaires institutionnelles :

6.1 Commission des marchés et des achats : rectification de la délibération n°CA-2022-009 du 8 février 2022

Le 8 février dernier, le Conseil a procédé à une modification de la composition de la Commission des marchés et des achats de l'établissement (cf. *délibération n°CA-2022-009*). Le texte ainsi adopté prévoyait que cette Commission devait être systématiquement réunie pour tous les marchés publics et accords-cadres relatifs aux fournitures, services et travaux passés selon les procédures adaptées supérieures à 90 k€ HT ou formalisées.

Il est proposé au CA d'introduire plus de souplesse dans le dispositif en prévoyant la réunion de cette Commission uniquement pour les achats revêtant une importance particulière pour l'établissement (cf. *annexe point 6.1*).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Lefevre indique que la formulation générique d'« *achat revêtant une importance particulière pour l'établissement* » laisse une large part d'interprétation et ne donne que peu de précisions quant à la nature, la qualité ou le volume des achats concernés. Il préconise de préciser cette formulation.

Le VP CA indique d'une part que la réglementation prévoit déjà une catégorisation des marchés en fonction de l'importance quantitative (définition de seuils). Par ailleurs, la formulation proposée permet de laisser une marge d'appréciation au chef d'établissement. Un marché peut revêtir une importance particulière en raison du domaine sensible dans lequel il s'inscrit (le domaine de la sécurité par exemple) ou de plusieurs autres motifs.

L'objectif est de permettre au chef d'établissement d'élargir la consultation et de s'appuyer sur l'examen d'un marché spécifique ou nouveau par la Commission.

Prenant la parole, le Président précise que l'objectif est de sécuriser la prise de décision en faisant appel à un collectif, sur un achat pour lequel les services instructeurs ou l'équipe de gouvernance vont préconiser un avis collégial préalable.

Cette formulation laisse volontairement la place à une appréciation sur le caractère nouveau, urgent, sensible d'un marché. Il s'agit d'une formulation neutre et usuelle.

Monsieur Thierry Marneffe, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), précise que la Commission des marchés et des achats d'Avignon Université a été créée suite à la suppression de la Commission d'appel d'offres. La création de cette Commission *ad hoc* avait vocation à donner un droit de regard sur les affaires des marchés à une émanation du CA, dans un cadre souple de sorte à ne pas contraindre les membres de cette Commission à se réunir pour des marchés de faible importance.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet ce texte révisé au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

Il informe ensuite le Conseil, conformément à la délibération n°CA-2022-009, des membres récemment désignés par le Président pour siéger au sein de la Commission des marchés et des achats :

- Monsieur Pascal Laurant, représentant du collège A du CA ;
- Monsieur Grégory Durand, représentant du collège B du CA ;
- Madame Fanny André, représentante du collège BIATSS du CA ;
- Madame Florence Decuyper, en sa qualité de Directrice des affaires générales et de l'aide au pilotage.

6.2 Approbation du calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement au titre de l'année universitaire 2022-2023

Monsieur Stéphane Bourdageau, Directeur général des services (DGS), présente le calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement pour l'année 2022-2023 et le décompte des jours de congés pendant les périodes de fermeture (cf. *annexe 6.2*).

Ce calendrier prévoit une réduction de la fermeture estivale à quatre semaines au lieu de cinq.

Cette modification n'a pas vocation à impacter les congés des personnels. Il s'agit d'une réduction de l'amplitude de la fermeture de l'établissement de façon à ce qu'un certain nombre de services, demandeurs de cette réduction, puissent démarrer l'année universitaire plus tôt afin de mieux préparer la rentrée et ne pas subir de surcharges importantes de travail comme cela peut être le cas lorsque la réouverture intervient fin août.

L'organisation des services pourra se répartir en équipe, les agents pouvant poser leurs congés une semaine avant la fermeture et d'autres une semaine après de sorte à conserver cinq semaines consécutives de vacances. Cette période réduite de cinq semaines permet cette amplitude et cette souplesse.

Le DGS indique que dans la pratique, plusieurs services poursuivent leurs activités pendant la fermeture estivale, notamment le pôle sûreté et sécurité incendie (PSSI) ou la direction du patrimoine immobilier (DPI).

Le calendrier d'ouverture et de fermeture 2022-2023 a recueilli l'avis favorable du CT en sa séance du 7 avril 2022.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Lefevre suggère, pour plus de clarté, d'intégrer au décompte des jours de congés la fermeture du lundi de Pentecôte.

Le DGS précise qu'en effet ce jour est automatiquement décompté, les agents ont la possibilité de récupérer cette journée en travaillant par fractionnement sur plusieurs journées. Il prend bonne note de cette observation.

A l'issue des échanges, le VP CA soumet ce calendrier au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.3 Approbation du calendrier pédagogique au titre de l'année universitaire 2022-2023

Le VP CA présente le calendrier pédagogique au titre de 2022-2023 tel qu'adopté par la CFVU en sa séance du 24 mars 2022 (cf. annexe point 6.3).

Ce calendrier est soumis au vote Conseil sous réserve de modifier la date de réouverture estivale au 21 août 2023 conformément au calendrier d'ouverture et de fermeture de l'établissement précédemment adopté.

Ce point ne soulève aucune observation.

Le VP CA soumet ce calendrier sous réserve de la modification sus-indiquée au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.4 Actualisation du calendrier des séances du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2021-2022

Le VP CA informe les membres du Conseil de l'ajout d'une séance supplémentaire le vendredi 10 juin prochain à 10h en raison du calendrier contraint de l'évaluation par le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES).

(cf. annexe point 6.4).

⇒ **Pour information du Conseil d'administration**

7. Questions diverses

⇒ **Néant**

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h05.

Le Président d'Avignon Université


Philippe ELLERKAMP

